



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 25/02/2025

Reçu en préfecture le 25/02/2025

Publié le

ID : 062-286200027-20250224-2025\_02-DE



# DÉLIBÉRATION

2025/02

## **BILAN DES ACTIONS ENTREPRISES SUITE AUX RECOMMANDATIONS DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Lundi 24 Février 2025 à 10 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Mme Béatrice BERROYER, Adjointe au Maire de BETHUNE.

**Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – Mme Béatrice BERROYER, Adjointe au Maire de BETHUNE.

**Etaient absents ou excusés** : Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

◆ ◆ ◆ ◆ ◆

**Vu** le Code général de la fonction publique ;

**Vu** le Code des juridictions financières ;

**Vu** le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestions institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

**Vu** le rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes (CRC) Hauts-de-France communiqué le 12 janvier 2023 ;

**Vu** la délibération n° 2023/01 du 9 février 2023 portant présentation du rapport de la CRC ;

**Vu** la délibération n° 2024/01 du 15 février 2024 présentant le bilan des actions entreprises suite aux recommandations de la CRC ;

Monsieur le Président rappelle au Conseil d'administration que la CRC a procédé au contrôle des comptes et de la gestion de notre établissement pour les exercices 2018 et suivants.

Il indique que le bilan de l'année 2023 présentait une mise en conformité pour les rappels au droit, et le lancement d'une consultation pour l'atteinte de deux recommandations portant sur la comptabilité analytique.

Il précise également que, suite à la parution du rapport de la CRC du Cdg59, des recommandations ont été reprises pour améliorer notre fonctionnement.

Il expose que, eu égard eu égard aux recommandations formulées par la CRC, les actions entreprises se présentent comme suit :

Recommandations	Actions entreprises
<b>Rappel au droit n°1</b> : contrôler l'utilisation de la subvention versée à l'amicale du personnel, conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 modifiée.	Récupération des justificatifs des montants indiqués au sein du bilan financier.
<b>Rappel au droit n° 2</b> : mettre fin aux utilisations irrégulières des cartes d'achat au regard des dispositions du décret n° 2004-1144 du 26 octobre 2004 relative à l'exécution des marchés publics par carte d'achat.	Résiliation du contrat conclu pour les cartes achats le 10 octobre 2022 suite à la prise de la délibération n° 2022/38 du 5 juillet 2022.
<b>Rappel au droit n° 3</b> : procéder systématiquement à l'engagement des dépenses conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.	Une attention particulière est portée sur les engagements depuis les recommandations. Statistiques : Année 2021 : 859 pour 983 factures Année 2022 : 1 089 pour 1 117 factures Année 2023 : 1 458 pour 1 306 factures Année 2024 : 1 424 pour 1 380 factures
<b>Recommandation n° 1</b> : produire chaque année des comptes analytiques justifiant des coûts des différentes catégories de missions au regard des financements mobilisés.	Adhésion au module « Comptabilité analytique » proposé par le GIP Informatique des Cdg. 1 <sup>ère</sup> comptabilité analytique disponible pour l'année 2024.
<b>Recommandation n° 2</b> : définir les procédures budgétaires et comptables.	Adoption de la nomenclature M57 et d'un règlement budgétaire et financier suite à la prise de la délibération n° 2022/65 du 13 décembre 2022.
<b>Recommandation n° 3</b> : revoir à la baisse les taux de cotisation au regard du coût réel de chaque mission dans le cadre de la production des comptes analytiques.	Abaissement depuis 2023 de la cotisation additionnelle de 0,05% suite à la prise de la délibération n° 2022/56 du 17 novembre 2022.  1 <sup>ère</sup> comptabilité analytique disponible pour l'année 2024.

<b>Action supplémentaire :</b> financer les missions facultatives soit par cotisation additionnelle, soit par un dispositif conventionnel, conformément à l'article L 452-30 du Code général de la fonction publique.	Modification du financement pour : <ul style="list-style-type: none"><li>- Le dispositif</li><li>- La médiation préalable obligatoire ;</li><li>- La plateforme de dématérialisation des marchés publics.</li></ul>
<b>Action supplémentaire :</b> élaboration d'un tableau de bord des missions	Réalisation d'un tableau de bord des différentes missions obligatoires, facultatives et par conventionnement.

Le Conseil d'Administration,  
Après avoir entendu l'exposé de son Président,  
A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *PREND ACTE* du bilan des actions entreprises par notre établissement.

Ainsi fait et délibéré en séance,  
À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 24 février 2025

Le Président,

Joël DUQUENOY